



Despina

CHATZIVASSILIOU

Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

Lors de son élection en janvier 2021, Despina Chatzivassiliou-Tsovilis avait déjà à son actif, vingt-sept ans d'expérience professionnelle au Conseil de l'Europe. Elle avait collaboré étroitement avec plusieurs dizaines de personnalités politiques venant de toute l'Europe et de tous horizons au sein de l'Assemblée parlementaire. Elle avait, en particulier, conseillé quatre Secrétaires généraux de l'Assemblée, plusieurs Présidents de l'Assemblée et de commissions et elle avait dirigé, pendant une douzaine d'années, le secrétariat de deux commissions parlementaires: la Commission de suivi puis la Commission des questions politiques et de la démocratie.

Grâce à son rôle dans la mise en place de la procédure de suivi, elle a été choisie par la Direction de la planification stratégique (DSP) pour encadrer une équipe et mener les travaux de suivi du Comité des Ministres, en renouvelant sa manière de travailler. Ses qualités relationnelles et son aptitude à gérer et motiver ses équipes lui ont valu d'être nommée Correspondante des ressources humaines pour l'ensemble de la DSP.

Sa thèse de doctorat en droit à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence, Italie) porte sur la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a d'ailleurs commencé sa carrière dans l'Organisation à la Commission européenne des droits de l'homme. Elle est de nationalité grecque.

CURRICULUM VITAE

Née le 28 février 1967
à Athènes, Grèce
Mariée, deux enfants

✉ despina.chatzivassiliou@coe.int
☎ +33 608099346

LANGUES

ANGLAIS : courant
FRANÇAIS : courant
ITALIEN : courant
GREC : langue maternelle

CARRIÈRE AU CONSEIL DE L'EUROPE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

Secrétaire générale de l'APCE

- Elue en janvier 2021, débutant son mandat le 1^{er} mars 2021.

Commission des questions politiques et de la démocratie

- Cheffe du Secrétariat (2010-présent)
- Secrétaire de la Commission ad hoc du Bureau sur le rôle et la mission de l'Assemblée (premier semestre 2018)
- Co-secrétaire (1994-1995)

Commission de suivi

- Secrétaire et, depuis janvier 2008, Cheffe a.i. du Secrétariat (2006-2009)
- Co-secrétaire (1997-2000)

Commission des questions juridiques

- Co-secrétaire (1996-1997)

SECTEUR INTERGOUVERNEMENTAL

*Service du suivi
Direction de la planification stratégique*

- Cheffe adjointe et, depuis avril 2005, Cheffe a.i., responsable pour la procédure de suivi du Comité des Ministres (2000-2006)
- Correspondante des ressources humaines pour la Direction

COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

- Juriste (sept. 1993-fév. 1994)

RÉALISATIONS PRINCIPALES

Expériences politique et juridique

Contribution à l'élargissement de l'Organisation et de son système de suivi

- contribution majeure à la définition des **critères d'adhésion** pour les nouveaux États membres ;
- rôle actif dans l'adhésion **de six États membres**, ayant aidé les « éminent.e.s juristes » (ancien.ne.s juges de la Cour européenne des droits de l'homme) et/ou les rapporteur.e.s des commissions des questions politiques et juridiques à préparer respectivement des rapports juridiques pré-adhésion et des avis d'adhésion. Elle a ainsi mis au service de l'Assemblée son expérience juridique et sa connaissance de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), ses solides capacités de négociation et son sens politique ;
- contribution majeure au développement du **système de suivi de l'Assemblée afin d'accompagner les réformes** dans les nouveaux États membres et veiller à la mise en œuvre de leurs engagements d'adhésion, ayant abouti, en 1997, à la création de la Commission de suivi. Elle a assisté les rapporteur.e.s chargé.e.s du suivi de 14 États membres et a participé à de nombreuses **missions d'observation d'élections** ;
- contribution à la mise en place d'un **système de suivi pays par pays au sein du Comité des Ministres** lié aux programmes et aux activités de coopération intergouvernementale, en tant que Cheffe adjointe puis *ad interim* du Service de suivi de la Direction de la Planification stratégique.

Gestion de dossiers politiquement sensibles et complexes

- gestion des dossiers et des questions politiquement sensibles et complexes, notamment **des crises et des situations de conflit** au sein et entre des États membres, y compris des conflits gelés, avec compétence, impartialité et discrétion afin d'apporter un conseil approprié aux parlementaires ;
- conseil aux parlementaires visant à **identifier des priorités** pour l'Assemblée, renforcer **son rôle et sa mission** en tant que moteur politique de l'Organisation, rationaliser son action, améliorer les synergies avec le Comité des ministres et accroître ainsi sa pertinence au profit des citoyen.ne.s et des États membres ;
- contribution à la définition d'une **procédure conjointe complémentaire** à mettre en place par l'Assemblée, le Comité des Ministres et le ou la Secrétaire Général.e du Conseil de l'Europe en cas de violation par un État membre de ses obligations statutaires (avril 2019-janvier 2020).

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ANTÉRIEURE

- Institut universitaire européen (IUE, Florence, Italie) : assistante de recherche pour le Professeur Antonio Cassese, ancien président du CPT et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1992-1993)
- Cabinet d'Avocats A.Chiotellis-I. Yannidis, Athènes : avocate stagiaire (1988-1989) et ; depuis 1994, membre du Barreau d'Athènes
- Revue de droit pénal, Poenika Chronika, Athènes, Grèce : membre du comité de rédaction (1986-1993)
- École de musique Apollonion : professeure de guitare classique

FORMATION

DOCTEURE EN DROIT

- IUE, Florence, Italie – Thèse de doctorat sur la *“La privation de liberté avant jugement selon la Convention européenne des droits de l'homme: une analyse critique de la jurisprudence de Strasbourg”*, sous la direction du Professeur Antonio Cassese et du Professeur Stefan Trechsel, soutenue en 1994 (summa cum laude, félicitations du jury) après quatre ans de recherche comme boursière

MAÎTRISE EN DROIT

- Faculté de droit, Université d'Athènes, major de promotion, 1988

ÉDUCATION SECONDAIRE

- Scuola Italiana d'Atene et Anavrita

PRINCIPALES PUBLICATIONS

- Avec Heinrich Klebes, *Problèmes d'ordre constitutionnel dans le processus d'adhésion d'États de l'Europe centrale et orientale au Conseil de l'Europe*, Revue universelle des droits de l'homme 1996, Vol. 8 N° 8-9, pp. 269-286.
- L'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, « *Le Conseil de l'Europe acteur de la recomposition de l'Europe* », Cahiers de l'Espace Europe 1997, N° 10, pp. 27-60.
- *Effectiveness of judicial remedies: an analysis of the case-law of the European Court of Human Rights under Articles 5 and 6*, ERA-Forum 4/2004, Académie de droit européen (ERA), Trier.

Préparation/ élaboration de réponses aux défis démocratiques en Europe

- contribution à la mise en place du **Forum mondial de la démocratie**, en assistant le rapporteur, en coopération étroite avec le secteur intergouvernemental, en vue de promouvoir le rôle du Conseil de l'Europe en tant que **référence mondiale en matière de démocratie** et en coordonnant la participation de l'Assemblée aux premières éditions ;
- aide et conseil aux parlementaires en vue d'identifier **de bonnes pratiques en matière électorale**, sur la base notamment des résultats de missions d'observation d'élections de l'Assemblée, et en vue de faire des propositions qui ont nourri les travaux de la Commission de Venise, ainsi que des conférences i.a. sur l'abus des ressources administratives. **La mise à jour du Code de bonne conduite en matière référendaire par la Commission de Venise** est un autre exemple de suivi de son travail ;
- contribution à ce que l'Assemblée apporte son plein soutien à l'initiative de jeunes militant.e.s pour que le 22 juillet devienne la « **Journée européenne des victimes de crimes de haine** », à travers son travail visant à faire barrage aux manifestations de néonazisme.

Relations extérieures

- aide et conseil aux rapporteur.e.s afin de promouvoir **un partenariat renforcé entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne** au lendemain du Traité de Lisbonne, y compris l'adhésion de l'UE à la CEDH ;
- assistance à l'organe **conjoint informel entre l'Assemblée et le Parlement européen** qui, en 2011, a convenu des modalités pour la participation du Parlement européen à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme lors de l'adhésion de l'UE à la CEDH ;
- rationalisation de **la coopération entre l'Assemblée et l'OCDE** en assurant la participation de l'Assemblée au Réseau parlementaire mondial de l'OCDE en tant que partenaire institutionnel et en renforçant ainsi les synergies et la dimension interparlementaire de la coopération ;
- contribution à **la mise en œuvre de la politique de voisinage de l'Assemblée** en aidant des parlementaires à promouvoir le statut de partenariat pour la démocratie ou une coopération ad hoc avec des parlements des régions voisines, l'adhésion à des conventions du Conseil de l'Europe, la coopération avec la Commission de Venise et le Centre nord-sud, participant ainsi à la promotion des normes et valeurs défendues par le Conseil de l'Europe au-delà de ses frontières, y compris en matière d'égalité de genre ;
- **coorganisation de plusieurs conférences régionales**, réunions et visites, plus récemment à Dubrovnik, réunissant des parlementaires et experts venant du Moyen-Orient, de la rive sud de la Méditerranée et du Conseil de l'Europe.

Expérience institutionnelle et travailler ensemble

- **large connaissance de l'Organisation** qu'elle a mise à la disposition de l'Assemblée, notamment, en initiant, puis promouvant la coopération de l'Assemblée avec la **Commission de Venise**, en développant des synergies avec la ou le Commissaire aux droits de l'homme et d'autres mécanismes de suivi et en s'inspirant de la jurisprudence de la **Cour de Strasbourg** pour appuyer les positions politiques des rapporteur.e.s ;
- mise en place de la pratique consistant à assortir les rapports de suivi de l'Assemblée de recommandations au **Comité des Ministres** proposant des activités concrètes d'assistance et de coopération pour les pays concernés en assurant ainsi **le lien entre l'action de l'Assemblée et l'action intergouvernementale** ;
- aide et conseil au Président de l'Assemblée en tant que secrétaire de la **Commission ad hoc du Bureau sur le rôle et la mission** de l'Assemblée qui, pendant le premier trimestre de 2018, a réuni les Président.e.s de toutes les délégations nationales, groupes politiques et commissions et a participé à l'obtention d'un consensus sur un rapport résumant différentes propositions sur des axes d'action future de l'Assemblée ;
- soutien à l'établissement de **relations de travail et de confiance étroites** avec les parlementaires, y compris des Président.e.s de l'Assemblée et des commissions, de différentes cultures et traditions politiques, grâce à ses qualités relationnelles et son approche humaine du travail ;
- **capacités de résilience et de gestion** démontrées en **dirigeant et motivant ses équipes**, y compris sous pression, tant au sein de l'Assemblée que dans le secteur intergouvernemental ;
- **expérience acquise en matière de gestion des ressources humaines** et développée à travers des formations spécifiques et en tant que Correspondante des ressources humaines pour toute la Direction de la planification stratégique.